

1895

DANS LES KIOSQUES :
HORS-SÉRIE N° 5 « LES 100 ANS DU *LIBERTAIRE* »

1995

le monde *libertaire*

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 DÉCEMBRE 1995

N° 1020

10,00 F

L'ANARCHO-SYNDICALISME : UN OUTIL ACTUEL POUR LES LUTTES SOCIALES

E LLE EST POPULAIRE ! QUI ÇA ? La grève ! Incroyable ! Il y a quelques mois encore, personne n'aurait pu pronostiquer une telle réussite. De quelque nature que soit l'issue des grèves d'aujourd'hui, on aura au moins gagné que la grève retrouve ses lettres de noblesse ! Merci aux cheminots d'avoir relevé le défi. Merci aux agents de la RATP.

Pierre Besnard, bien connu des milieux anarchistes, secrétaire de la CGT-syndicaliste révolutionnaire (CGT-SR) de l'entre-deux-guerres et illustre cheminot, va peut-être « voir » ses projets se réaliser : nous allons vers des « temps nouveaux » !

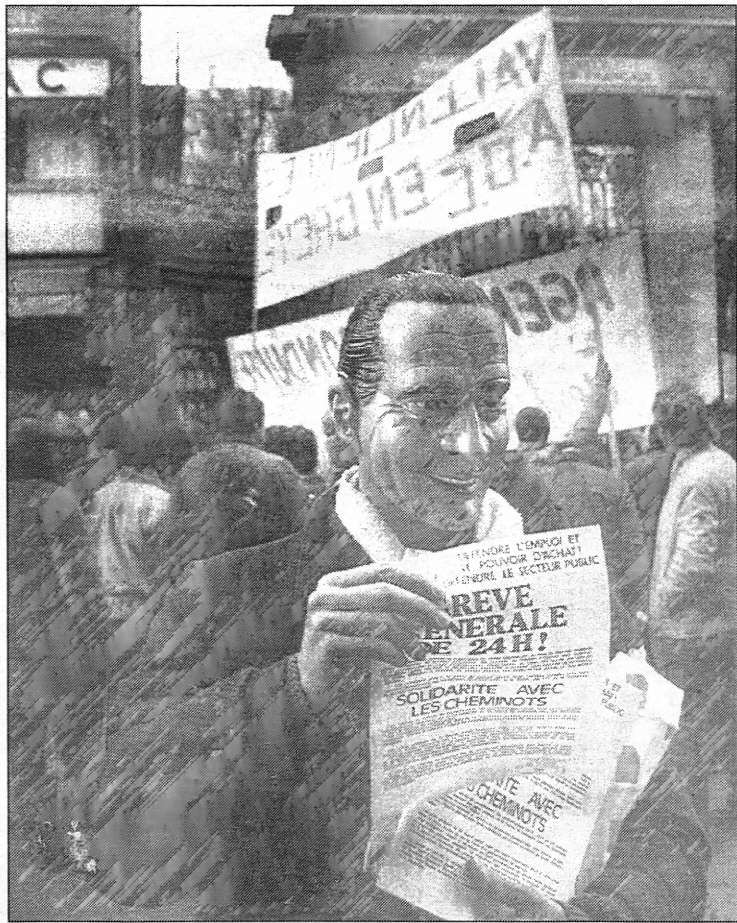
Rien n'est acquis, mais nous sommes sur la bonne voie. À écouter, à voir les gesticulations des patrons, des ministres et de certains leaders syndicaux (si ce n'est pas tous les grands responsables des confédérations syndicales)... nous pouvons être satisfaits : ils ont la trouille ! Une peur à réjouir tous les grévistes. Une pétiole qui ne devrait plus faire hésiter les réticents quant au choix de la grève (notamment les collègues du

secteur privé). L'affolement des « dirigeants » est rassurant. Mais être rassuré ne va pas suffire, hélas ! Ce n'est pas le boulot qui va manquer aux grévistes ! Car les moyens à la disposition de l'Etat, des patrons et des bureaucrates syndicaux pour discréditer le mouvement social ne vont pas manquer. Flics, fachos et réformistes de tout poil vont déployer contre les grévistes une énergie à la hauteur de leur panique. Déjà journaux et télévisions se font l'écho de leur niveau d'angoisse.

Même si certains propos peuvent prêter à sourire, les actes qu'ils sous-tendent, les actes qu'ils vont engager, risquent fortement de perturber le bon déroulement des grèves. Les appels à la « responsabilité », les affirmations quant à la « liberté du travail » (la liberté d'exploiter qui est celle des véritables nantis)... sont plus que jamais à l'ordre du jour, sans compter une première manifestation parisienne d'usagers, à caractère poujadiste, le samedi 2 décembre (de 1 000 à 2 000 participants) ou toute autre mobilisation RPR annoncée contre la grève.

Résister ne va pas être facile. C'est pourquoi les outils que vont se donner les grévistes sont d'une importance capitale. Ces outils de la lutte, déjà en place, vont-ils être suffisants ? Vont-ils permettre de satisfaire les revendications des salariés, puisque c'est d'eux dont il s'agit ? On a bien vu la très relative efficacité des organisations de chômeurs dans ce système capitaliste, qui conduit, pour reprendre une formule avancée par nos anciens, à ce que « l'ouvrier, impuissant pour atteindre son adversaire de front, cherche à le prendre de flanc, en l'attaquant dans ses œuvres vives : le coffre-fort. » (Le Sabotage, Emile Pouget). C'est donc aux salariés grévistes d'attaquer le « coffre-fort »... du capitalisme. Et les outils qu'ils vont se donner pour satisfaire leurs revendications vont être déterminant. D'autant que nous sortons à peine de ce que l'on a appelé des « grèves corporatistes » (on se croirait revenu à une époque révolue, pour les libertaires, celle du passage des corporations à un syndi-

(suite p. 3)



Paris, janvier 1987 : un cheminot, portant un masque de Chirac, distribue des tracts devant le siège de la SNCF. Photo : P. Bouchon/JPE (AFP).

Etudiants, Bayrou pourrait vous dire merci

DANS LES FACULTÉS, la colère gronde : plus de fric, plus de profs, plus de locaux... En général, les revendications restent pragmatiques ; les étudiants demandent de meilleures conditions pour leurs études et surtout s'inquiètent quant à leur avenir, l'université ne leur assurant plus une certaine ascen-

sion sociale, ah, le mythe de l'ascension sociale !...).

Le corporatisme des revendications étudiantes, loin d'embarrasser l'Etat, peut au contraire lui faciliter la tâche dans l'élaboration d'une réforme profonde du système universitaire. Expliquons-nous...

Du rentable, que diable !

En janvier 1994, le gouvernement de l'époque a fait paraître une *Consultation nationale sur les grands objectifs de la Recherche*

française - *Rapport d'orientation*, sous l'égide du ministre de l'Enseignement supérieur d'alors, François Fillon. La composition du groupe de travail qui a « planché » sur cette étude est très hétéroclite : on compte des scientifiques, des anciens ministres, des présidents d'universités, le président du club CRIN, un sociologue (Alain Touraine), un représentant du ministère de la Défense et des entrepreneurs (Péchiney, Rhône-Poulenc, Usinor-Sacilor, Dassault Aviation). Bref, rien que du beau monde !

Le contenu de ce rapport, comme nous allons le voir, risque fort de réapparaître, et ce... justifié par les réclamations des étudiants. Voici ce qu'il dit (on fera peu de commentaires, tant les extraits sont explicites).

La priorité de ce document est « d'éduquer et former [les étudiants] en harmonie avec leurs capacités et leurs goûts ainsi qu'avec les contraintes du marché de l'emploi et de la vie dans la société actuelle. » D'où la nécessité d'une réflexion nouvelle (?) sur la Recherche socialement impliquée et

économiquement finalisée (!). Mais cela dans le but, évidemment (sic) d'améliorer les conditions de la population, dans le « souci d'un monde meilleur » (texte !). La science (ton solennel) aide le monde et permet d'offrir des solutions face aux inégalités (ce sont les mots utilisés). « La science et la technologie commandent de plus en plus la compétitivité de l'économie et par conséquent le maintien ou l'amélioration de notre niveau de vie et de notre genre de vie. » (p. 26)

Pour faire passer la pilule, le rapport conseille au gouvernement

(suite p. 2)

T 2137 - 1020 - 10,00 F



RENDEZ-VOUS

ANGERS

Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste s'est créé à Angers. On peut le joindre à la **Maison angevine des mouvements alternatifs (MAMA), 160, avenue Pasteur, 49000 Angers.**

CLERMONT-FERRAND

Le groupe Spartacus de la FA tient sa permanence (avec table de presse) le samedi, entre 14 h et 17 h, à l'**Aténéo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.** Un certain nombre d'affiches et de livres y sont disponibles.

LE MANS

Un second groupe s'est formé sur Le Mans, il s'agit du groupe « **La Sociale** » c/o Sarthe libertaire, 4, rue d'Arcole, 72100 Le Mans. Permanence : le lundi, de 18 h 30 à 19 h 30, au 4, rue d'Arcole (salle 23, 3^e étage).

Vente du *Monde libertaire* : le samedi, de 14 h 30 à 15 h 30, à l'entrée de la rue des Minimes.

LYON

Les groupes FA de Lyon organisent une réunion publique sur le thème « Les anarchistes et les mouvements sociaux », le samedi 16 décembre, à 15 h, à la **librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc (quartier de la Croix-Rousse), 69001 Lyon.**

Le groupe Nestor-Makhno publie une brochure intitulée : « Les Anarchistes et la Sécu ». Prix : 20 F (port compris). Chèque à l'ordre du CESS. Commande : Groupe Makhno c/o CNT-AIT, Bourse du Travail, cours Victor-Hugo, 42000 Saint-Etienne.

POITIERS

Le groupe Berkman organise, le jeudi 7 décembre, à 20 h 30, **salle Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul**, une réunion publique sur le thème suivant : « Le travail, quel travail ? », animée par les rédacteurs de la *Brochure anarchiste* n° 9 : « Réflexions et propositions anarchistes sur le travail ».

PARIS

Réunion publique le 15 décembre, à 20 h, organisée par le groupe de la Villette et animée par Alain Dervin (groupe Pierre-Besnard), sur le thème : « Les anarchistes et les mouvements sociaux ». La réunion se déroulera à **L'Usine, 102, boulevard de la Villette (métro Colonel-Fabien ou Belleville), 75019 Paris.**

PARUTIONS

BANDEAU

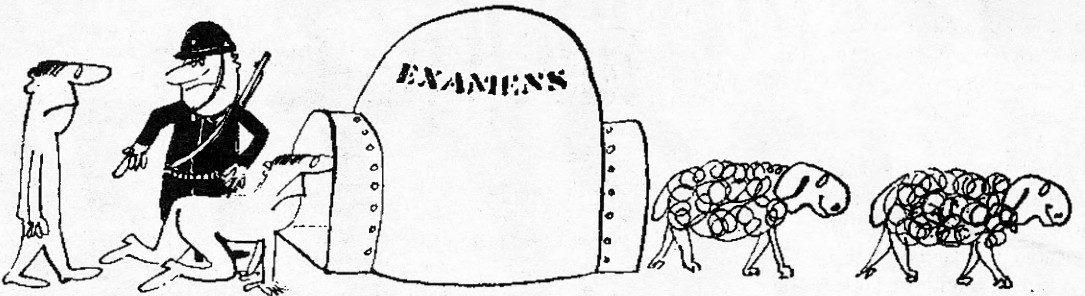
« MONDE LIBERTAIRE »

Le groupe de la FA du Gard diffuse un bandeau « *Lisez le Monde libertaire* », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème. Tarifs (port compris) : 10 exemplaires : 10 F ; 100 exemplaires : 52 F ; 200 exemplaires : 88 F. Chèque à établir à l'ordre de Vidal. A commander à : **AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.**

PRESSE

Le n° 124 (décembre 1995) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, vient de paraître. Il coûte 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants »). « *Contre-Courants* », La Ladrrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

Etudiants, Bayrou pourrait vous dire merci



Siné, *La chienlit c'est moi !*, éd. Baland, 1978 (les dessins de Siné, en Mai 68).

(Suite de la « une »)

(ici, il s'agit du gouvernement quel qu'il soit, puisque les projets envisagés sont de fait les seuls rationnels, du moins présentés tels) une bonne communication, de bons conseils : « *Il est indispensable que l'opinion publique comprenne pleinement l'importance centrale, économique autant que culturelle, de la Recherche scientifique, que la diffusion et de l'application de ses résultats pour le renforcement de notre société et de notre économie.* » (p. 27) Il est donc demandé au gouvernement de placer au sein de ses objectifs prioritaires la « *Recherche technologique de base et mettre en place des mesures générales ou spécifiques en vue de stimuler et soutenir ces politiques.* » Cependant, les auteurs sont conduits très vite à un constat préoccupant : « *La maîtrise du changement technologique ne peut s'obtenir sans hommes formés à cette fin. L'enseignement supérieur, malgré des progrès certains, reste encore trop éloigné des entreprises.* » Les laboratoires publics et les entreprises doivent donc apprendre à mieux travailler ensemble. « *L'enseignement est un élément déterminant, à commencer par l'enseignement secondaire. Ni la technologie, ni le monde des entreprises n'y sont encore assez présents ; les mathématiques devraient être développées comme discipline de service outre leur aspect de formation de base, tandis qu'il faudrait revenir à une présentation plus expérimentale des sciences de la matière. Dans l'enseignement supérieur, des enseignements technologiques courts et ouverts devraient être développés. Il faut tirer avantage de la réussite d'une Université orientée vers la technologie et gérée à l'image d'une entreprise, pour susciter le développement de départements de technologie mieux structurés et plus autonomes dans les universités, ou d'autres universités à orientation technologique.* » (p. 36) Relancer les relations entreprises/Recherche publique « *par la mobilité des personnes* » est désormais la condition nécessaire à tout progrès. Il faut de plus repenser les grands programmes, c'est-à-dire les opérations nécessaires à tout progrès. Il faut de plus repenser les grands

programmes, c'est-à-dire les opérations impliquant la coopération entre les entreprises et la Recherche publique. A eux de répondre « *à des finalités qui conjuguent des enjeux industriels et économiques et des enjeux d'autonomie, voire de souveraineté.* » (p. 39) Pour encourager les entreprises à maintenir leur effort de recherche, une déduction fiscale est conseillée. De même, « *s'agissant des règlements, normes, certificats, il revient aux pouvoirs publics de veiller à ce que la réglementation ne pénalise pas la compétitivité de l'industrie française.* » (p. 47)

Formons des « idiots utiles »

Ces idées générales nécessitent une recomposition du paysage universitaire. On passe cette partie, elle touche spécifiquement les nouveaux statuts envisagés concernant les chercheurs-maîtres de conférences (heures supplémentaires, remise en cause de leur rôle...). Ce n'est pas ce qui nous intéresse ici, et pour dire vrai, on se contrefiche de ce qui pourrait advenir de ces mandarins !

Le rapport note que « *des expériences intéressantes ont été faites vers la contractualisation des universités, se fondant sur leurs performances et, de fait, sur leur mise en compétition.* » Les universités américaines, anglaises et allemandes sont bien entendues encensées.

Etudiants, rassurez-vous le rapport a pris note de vos revendications (de l'époque certes, mais déjà les mêmes qu'aujourd'hui). L'augmentation du nombre d'étudiants réjouit les auteurs dans le sens où elle traduit une augmentation du niveau de culture de la population, cependant, il est souhaitable qu'« *elle se fasse en tenant compte des débouchés et des changements culturels.* » (p. 50) La solution-miracle apparaît de nouveau : « *Il est donc nécessaire que la France développe un système universitaire technique court plus important, qui puisse faire face aux besoins des jeunes et du pays.* » (p. 51) (braves disciples de Rousseau !)

S'ensuivent alors diverses propositions pour garder l'hégémonie de la France dans le monde par la mise en place notamment de grands projets européens et mondiaux (1) (défense nationale, nucléaire...). Et de nouveau ce rappel : « *L'incitation à établir des contrats de consultation, principalement vers les entreprises petites et moyennes, les programmes coopératifs locaux ciblés vers ces mêmes entreprises sont des axes à retenir.* » (p. 66) C'était pour ceux et celles qui n'avaient pas compris...

Etudiant(e)s : sortez des facultés !

Il apparaît donc clairement que, vis-à-vis de nombreuses revendications étudiantes concernant les finances des universités et de leurs débouchés... l'Etat a déjà en poche quelques idées toutes prêtes et négociables. Si l'on s'en tient aux « *revendications négociables* », Bayrou sera ravi de ressortir ce plan, surtout sous prétexte que ce sont les étudiants qui l'exigent. Bakounine l'avait écrit : la meilleure exploitation du peuple est celle qui se justifie au nom du peuple même.

Alors, ce ne sont pas les deux milliards de francs de « *crédit d'urgence* » qui changeront quelque chose. L'année prochaine les mêmes problèmes se reposeront. Le capitalisme, qui poursuit sa restructuration, n'a plus besoin de tant de bras et de têtes pour produire ces biens de consommation si nécessaires à notre aliénation. C'est donc tout un système économique et politique qu'il faut liquider ! Alors...

Alors, agissons et montrons-nous solidaires avec celles et ceux qui luttent ici et ailleurs contre tous les autoritarismes, car que l'on soit travailleur, chômeur, précaire, étudiant ou lycéen, nous sommes tous dans la même galère (capitaliste) !

BATKO
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

(1) Et notamment des aides aux pays en voie de développement : « *La France consent en recherche au service des pays en voie de développement un effort important, conforme à sa vocation et à ses intérêts à long terme.* »

NICE, le 26/11/95 — La faculté des Lettres de Nice est occupée maintenant depuis 10 jours. Nous avons pensé à développer, en son sein, une forme d'éducation libertaire, afin de passer outre la tutelle de l'Etat et des ministères. Si cette initiative fait ses preuves, les gouvernements seront autant emmerdés qu'avec l'école libertaire Bonaventure. Nous venons de créer un Conseil de gestion étudiant, qui a pour but de déborder le Conseil actuel, en fourrant son nez dans les dossiers.

L'enseignement, envisagé désormais, offre de nouvelles possibilités. Ainsi, les profs d'informatique ont accepté de donner leurs cours gratuitement, ce qui n'est pas le cas ordinairement. De plus, les cours seront « *ouverts* », de façon à ce qu'un étudiant de géographie puisse assister à des enseignements de philo, par exemple, et qu'il ait une approche possible d'une matière qui lui est inconnue aujourd'hui, et auquel il ne peut accéder.

Nos actions de grève seront, à partir de ce soir, dirigées et menées comme des « *guérillas* ».

CÉDRIC (pour les étudiants de la CNT et de l'Organisation révolutionnaire anarchiste)

N.B. : n'hésitez pas à nous faire partager vos idées d'actions. Contact (par fax) : 93.37.55.36.

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde
libertaire

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	☐ 35 F	☐ 70 F	☐ 60 F
3 mois	13 n°	☐ 95 F	☐ 170 F	☐ 140 F
6 mois	25 n°	☐ 170 F	☐ 310 F	☐ 250 F
1 an	45 n°	☐ 290 F	☐ 530 F	☐ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien ☐

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐ Autre ☐

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1^{er} trimestre 1977

Routage 205 — La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

ETUDIANTS

L'Union des syndicats CNT-AIT de la région parisienne (1) communiqué : « La CNT-AIT dénonce la provocation policière lors de la manifestation du 30 novembre 1995. En effet la présence manifeste d'une pléthore de policiers en civil ainsi que les files de cars de CRS, alignés le long du parcours, ne pouvaient que faire dégénérer la manifestation. Par ailleurs, les militants de la CNT mandatés pour la coordination nationale qui devaient se tenir le soir même à l'université de Jussieu déplorent son interruption, porte ouverte à toute manipulation. »

Paris, le 2 décembre 1995

(1) Union des syndicats CNT-AIT de la région parisienne, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Tél. : 43.72.09.54. Fax : 43.72.71.55.

ENSEIGNEMENT

Le syndicat CNT-AIT se joint à l'appel du SNUipp (FSU) pour l'organisation d'une grève reconductible dans l'enseignement (écoles et collèges), à partir du 7 décembre 1995.

Syndicat Santé-Social-Education CNT de Lille et de la région Nord

N.B. : Union régionale des syndicats CNT-AIT, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

« RÉFLEXIONS ET PROPOSITIONS ANARCHISTES SUR LE TRAVAIL »

Brochure anarchiste n° 9
éditions du Monde Libertaire
20 francs
(+ 3,70 F de frais de port).

A commander à
PUBLICO

145, rue Amelot, 75011 Paris

L'anarcho-syndicalisme : un outil actuel pour les luttes sociales

(Suite de la « une »)

calisme fédéré naissant... celle de la première CGT, d'il y a cent ans !). Oui, nous sortons tout juste de grèves catégorielles, avec leurs outils limités (coordination étudiante, coordination infirmière, voire coordination des cheminots en 1986-87 !), pour nous lancer dans une grève générale, sans même avoir eu le temps de bien roder nos outils. Certes, à nous de créer, ici et maintenant, les outils nécessaires au conflit. Mais (faut-il le redire ?) résisteront-ils au rouleau compresseur de tous ceux qui veulent « notre bien », en nous réduisant à nouveau au silence ?... Sachant que les anciens outils : coordinations catégorielles, syndicats... ont quelques plombs dans l'aile. Et c'est là aussi l'enjeu de la période. Nous sortons, donc, de la logique catégorielle pour une grève qui s'étend de jour en jour, jusqu'à se généraliser. Certes, jusqu'alors, seulement dans le secteur public, mais le privé commence aussi à bouger (Renault, SNECMA...). (A ce propos, il faut noter que ce sont là encore des entreprises qui participent au « service public ». Mais le passé récent — la grève chez Peugeot, à Sochaux, les grèves du privé lors de la dernière élection présidentielle — laisse à penser que le secteur privé peut, dès cette semaine, se mettre aussi en grève.) Ainsi, nous nous engageons sûrement (on l'espère, en tout cas) vers une grève généralisée, avec des outils un peu vieilliss ou *grosso modo* mal en point. Des outils alternatifs du côté syndical (l'exemple

de la CNT, du côté non organisationnel, des coordinations — fortement entachées de corporatisme) suffiraient-ils à résister aux logiques répressives, tristement dominantes.

En d'autres termes, quels outils adaptés doit-on mettre en place maintenant pour gagner la grève aujourd'hui ? Rude travail.

A la question « quels outils, pour quel combat d'aujourd'hui ? », bien évidemment, on est tenté d'avancer les vieilles recettes de l'anarcho-syndicalisme. Et de développer modestement ici ce en quoi l'anarcho-syndicalisme peut être ce durable outil pour les luttes nouvelles.

Les assemblées souveraines, les coordinations, les comités de grève qui fleurissent au cœur des mouvements sociaux sont un espace où chacun et chacune peut s'exprimer, s'organiser, comme il le souhaite. C'est l'application immédiate de la démocratie directe. Les structures « spontanées » sont-elles indispensables ? Je ne le pense pas. Ma (dé)formation d'anarcho-syndicaliste me pousse à envisager un dépassement dans une structure (ou plutôt une pratique permanente de ce type). Et c'est là que l'anarcho-syndicalisme peut développer toutes ses potentialités. En premier lieu, les anarcho-syndicalistes ne s'arrêtent pas à la « fiche de paie » (traduisez : le gel des salaires des fonctionnaires !). Les anarcho-syndicalistes ne se cantonnent pas au simple retrait du plan Juppé sur la Sécu. S'ils sont dans le mouvement aujourd'hui, à la SNCF, RATP, EDF, Santé... pour combattre

ce plan, au fond, ils s'en tapent ! Leur objectif n'est pas de changer de premier ministre. Leur projet n'est pas seulement que Juppé retire son plan, même si, insistons bien, nous allons le combattre avec toute notre énergie... Non, le combat anarchiste est celui plus ambitieux de rompre radicalement avec le système (abolition du salariat, de l'exploitation de l'homme par l'homme, remise en cause des objectifs actuels du travail — produire quoi, comment, avec qui et pour qui ?) et tous ses rouages (Etat, démocratie délégative, Parlement).

Notre projet, pour qu'il aboutisse, repose sur cette philosophie pratique qu'est l'anarcho-syndicalisme. Et cette philosophie, très sommairement définie, ne peut faire l'impasse sur la construction d'un outil permanent d'une structure organisationnelle très élaborée. Justement, pour résister au rouleau-compresseur de l'Etat et des patrons. Cet outil, c'est bien le syndicat (structure organisant les salariés dans l'entreprise et également hors de celle-ci, avec les unions locales, départementales, régionales, interprofessionnelles, dont la mission est aussi de s'occuper des chômeurs, du logement, de la vie de la cité (comme l'envisageait le fondateur des bourses du travail, Fernand Pelloutier). Ce qui n'est guère nouveau, mais voilà des expressions de ce syndicalisme-là que l'on a perdu de vue aujourd'hui. Ce syndicalisme que nous résumons ici sous la dénomination d'« anarcho-syndicalisme ».

Ce syndicalisme que l'on retrouvera dans la CNT d'aujourd'hui est bien l'outil qu'il nous faut pour les combats des semaines à venir. Il est sûr que militer dans des associations spécifiques (pour le logement, par exemple) sont d'autres outils utilisables. Mais ils ne seront efficaces réellement que s'ils s'inscrivent dans cette philosophie globale qu'est l'anarcho-syndicalisme. Pour le moins, l'urgence serait, si ce vocable d'anarcho-syndicalisme apparaît étroit et dépassé, de réfléchir sérieusement à la fédération de ces associations. En gros, c'est bien de redéfinir pourquoi nous sommes là et qu'est-ce qu'on fait ? Quand, pour demeurer sur le terrain du logement, nous revendiquons de squatter les appartements vides ? Quelles différences y a-t-il avec un syndicat qui exprimerait des augmentations de salaires ? A qui s'attaque-t-on ? Que fait-on quand on revendique sur ces questions pratiques, immédiates, fondamentales ? Il y a, en réalité, ceux qui se satisfont d'avoir squatté trois immeubles ou obtenu 200 francs de plus. Et ceux, comme les anarcho-syndicalistes, qui, avec leurs structures anciennes (professionnelle et interprofessionnelle) recouvraient tout le champ social, culturel et économique, ne se satisferont pas de cela. L'outil est donc là, disponible. Il suffit de le faire vivre et revivre. Je l'appelle l'anarcho-syndicalisme, parce que je connais ces structures et sa philosophie. Mais on peut l'appeler « machin chose », à partir du moment où on est d'accord sur ce que l'on fait. A nous d'inventer la forme ! Le comble, c'est que celle-ci existe. Elle est même présente au 33, rue des Vignoles, à Paris : « CNT-AIT, 100 ans d'anarcho-syndicalisme ! »

ALAIN DERVIN

(gr. Pierre-Besnard - Paris)

ANTICLÉRICALISME

Pour en finir avec les interdits religieux

La dernière encyclique de Jean-Paul II a fait beaucoup de bruit. Dénommée *Evangelium Vitæ* (L'Evangile de la vie), elle a été rendue publique le 30 mars 1995. Les raisons de ce vacarme médiatique tiennent au fait que le pape soutient ouvertement dans cette lettre les commandos anti-IVG. Pour lui, « lorsqu'une loi civile légitime l'avortement ou l'euthanasie, du fait même, elle cesse d'être une vraie loi civile, qui oblige moralement... Des lois de cette nature entraînent une obligation grave et précise de s'y opposer par l'objection de conscience. »

Il n'y a pourtant pas de quoi s'étonner. Les lois sont toujours l'image d'un rapport de forces. Sur les sujets sensibles, elles sont toujours contestées par ceux qui n'ont pas pu imposer leurs conceptions. Il ne faut pas confondre la légalité, exprimée par les lois en vigueur à une date donnée, et la légitimité, qui dépend des positions idéologiques. Par exemple, pour les laïques, le financement public de l'enseignement confessionnel n'est pas légitime, même s'il est actuellement légal. Cette situation dure depuis que des lois ont été codifiées.

L'opposition de l'Eglise catholique au monde moderne est bien connue.

Pour ce qui nous intéresse ici, elle s'est traduit par une série d'interdits affirmés avec force dans l'encyclique *Humanæ Vitæ*, promulguée par Paul VI en 1968. C'est ce texte essentiel qu'il faut étudier si on veut vraiment comprendre les positions catholiques. Il est intégralement reproduit dans le n° 11 de la revue *Panoramiques* (1), constitué comme un dossier général de réflexion sur les interdits religieux. Ce domaine, celui de la morale, est traditionnellement un des trois grands terrains d'action pour les organisations laïques (avec les relations Etat-Eglises et Ecole). Mais c'est aussi celui qui a été le moins approfondi.

Humanæ Vitæ prohibe la contraception, l'avortement et la stérilisation. Elle fait appel aux époux chrétiens, au clergé ainsi qu'aux médecins, scientifiques et aux pouvoirs publics. Si nous voulons utiliser des arguments qui portent, il faut bien voir que les catholiques ne se perçoivent pas eux-mêmes comme des réactionnaires coincés. Au contraire, l'Eglise se veut « garante des authentiques valeurs humaines » et protectrice de la « dignité des époux » et de « l'amour conjugal ». L'interdit est censé promouvoir « la maîtrise de soi » et une « civilisation vraiment humaine ».

Deuxième observation, le courant restrictif représenté par Paul VI et, plus encore, par Jean-Paul II ne fait pas l'unanimité chez les catholiques. Les contributions de théologiens spécialistes de morale, comme René Simon, le font apparaître. Pierre de Loch fit partie de la Commission pontificale secrète qui prépara l'encyclique de 1963 à 1965. Il révèle que les trois quarts des membres de la commission, des évêques et des cardinaux, étaient favorables à une libéralisation. C'est aussi le sentiment de la majorité du clergé et des fidèles (au moins en France). Pour eux, la « loi naturelle » est mal interprétée dans l'encyclique (qui n'engage d'ailleurs pas l'infaillibilité papale). Le lien entre union et procréation concerne l'ensemble de la vie conjugale et non chaque acte particulier.

De manière générale, les chrétiens ont fait de la sexualité leur interdit central. Le pire, et le plus influent, fut l'évêque (saint) Augustin (354-430). Ce névrosé lie le « péché de chair » au « péché originel ». Le but de la sexualité est uniquement la reproduction. Tout rapport avec son épouse durant les règles, la grossesse ou après la ménopause est prohibé. Au sein du protestantisme, le puritanisme fut

un courant particulier et reste une attitude profondément malsaine plus répandue qu'on ne le croit. L'ensemble de la morale dite « judéo-chrétienne » est basé sur la notion de pureté.

Cela apparaît aussi dans l'islam où il y a une liste officielle de 70 interdits majeurs (*Al-Kabair*), dont les plus connus sont les tabous alimentaires sur le porc et l'alcool. La liste des 365 interdits, sur 613 commandements (*Mitsvots*), du judaïsme est également reproduite. C'est la même obsession de « pureté », de refus du « mélange » dans l'alimentation (viande et laitage) et la sexualité (mariage mixte).

Ce sont les interdits qui structurent ces religions, à commencer par l'interdit fondateur de l'idolâtrie (adoration de « faux dieux »). Ils définissent l'identité des membres de la communauté religieuse. Les croyants sont libres de respecter ces interdits. Le cléricalisme commence dès qu'ils prétendent imposer leurs tabous à l'ensemble de la société. Une erreur fréquente consiste à stigmatiser uniquement les « intégristes » qui affirment ouvertement ces interdits, tout en étant déferents à l'égard des courants alignés sur les conceptions occiden-

tales. Le dalaï lama est-il plus respectable que le pape ? Faudrait-il s'agenouiller si les théologiens libéraux emportaient le pouvoir ?

Notre perspective est différente. Qu'une religion ou une autre soit, ou semble, plus ou moins « tolérante » sur tel ou tel point nous est indifférent. Nous ne souhaitons pas être « tolérés ». S'il est logique de relever les contradictions chez nos adversaires, nous ne préférons pas l'un à l'autre. C'est la notion même d'« autorité morale » que nous récusons. Ces autorités nous sont imposées en particulier dans des comités d'éthique de plus en plus nombreux. Les textes les plus solennels, assortis des signatures les plus prestigieuses, ne nous impressionnent pas. Qu'elles soient « répressives » ou « libérales » nous ne reconnaissons pas ces autorités morales. Nous prétendons forger notre éthique nous-mêmes. Telle est la position de l'anticléricalisme radical.

LUCIFER

(1) *Panoramiques* n° 11, « Mon Dieu, pourquoi tous ces interdits ? », éditions Arléa-Corlet, 190 pages. Prix : 85 F (+ 10 F de port).

A commander à : Arléa-Corlet, 21, route de Vire, 14110 Condé-sur-Noireau. Tél. : (16)31.59.53.00.

ALGÉRIE

Ils ont voté, et puis après...

Après l'élection présidentielle du 16 novembre dernier en Algérie, même les spécialistes les mieux informés comme Bruno Etienne, professeur à l'université, se sont demandé comment les organisateurs ont pu trouver les 75% de votants ! Il est vrai que cette élection ne s'est pas déroulée comme se déroulent habituellement les présidentielles dans les dictatures militaires ou dans les démocraties populaires, avec 99% de suffrages pour le candidat officiel.

Le pouvoir militaire a voulu donner l'impression d'une ouverture démocratique en ouvrant le scrutin à d'autres candidats représentant d'autres sensibilités politiques. Ainsi, un islamiste, un « démocrate berbériste » et un « réformateur » ont-ils pu se présenter à côté du candidat de l'armée.

Tout s'est passé comme si le pouvoir avait voulu que ne se présentent que des « opposants » acceptables pour lui, qui ne lui fassent pas de l'ombre, mais censés

correspondre aux principaux courants de pensée politique en Algérie : le « laïc », le « religieux » et le « réformateur modéré ». On semble déjà oublier que deux candidats indépendants avaient été assassinés très peu de temps après le dépôt de leur candidature, que les dirigeants et de nombreux militants du FIS étaient soit incarcérés ou en fuite à l'étranger quand ils n'avaient pas été purement et simplement abattus. Rappelons aussi que cette élection était boycottée aussi bien par le FLN, aujourd'hui en disgrâce, que par le FIS, par le MDA de Ben Bella et le FFS de Aït Ahmed, l'un et l'autre réfugiés à l'étranger. Mais pour faire pièce aux mots d'ordre de boycott, des rumeurs furent soigneusement distillées, laissant entendre que les abstentionnistes risquaient d'avoir des ennuis lors de l'éventuelle délivrance d'un document administratif : visa, carte d'identité...

Tout cela ressemble en fait à un *remake*, réussi cette fois, de la

consultation électorale de décembre 1991 où le pouvoir militaire, qui n'avait pas perçu le rejet massif dont il faisait l'objet, avait été contraint d'interrompre les élections après le premier tour, à l'issue duquel le corps électoral l'invitait à quitter les lieux.

Cette fois-ci, les choses avaient été consciencieusement verrouillées en vue d'un scrutin aux résultats sans surprise, au point même que l'éventualité d'un deuxième tour ne semblait pas avoir été envisagée. On notera simplement que les Algériens de France ont boudé le candidat islamiste et qu'en région parisienne le candidat « laïc » est arrivé en tête.

En raison même de l'incarcération ou de la fuite à l'étranger des responsables du FIS, les mauvaises langues se demandent qui est vraiment derrière les attentats attribués aux islamistes. En Algérie, les bombes sembleraient opportunément exploser dès lors qu'un « dignitaire » parle de dialogue. Aussitôt après, presque mécaniquement, une certaine presse s'indigne quant aux velléités de négocier avec les « assassins du FIS ». Faut-il en déduire que si les islamistes n'existaient pas il faudrait les inventer, afin de leur prêter la responsabilité de tous les crimes ? Nous connaissons aussi l'adage populaire selon lequel « on ne prête qu'aux riches ».

B. YAKOURENE

BANGLADESH

Nouvelle campagne de mobilisation des travailleurs du textile

« Plus jamais de travail d'esclaves, il est indispensable de libérer les vendredis. »

Au Bangladesh, les travailleurs du textile ont lancé une nouvelle campagne avec comme slogan : « Plus jamais de travail d'esclaves, il est indispensable de libérer les vendredis. »

A travers une conférence de presse, le 25 juillet 1995, la Fédération nationale des travailleurs du textile a manifesté son intention de défendre cette revendication.

Actuellement, 1,2 million de travailleurs, dont 80% de femmes, travaillent dans 2 200 ateliers de textile. Durant les sept premiers mois de l'année, le Bangladesh a exporté pour 2 000 millions de dollars de vêtements, ce qui représente 60% des exportations totales du pays. Les conditions des travailleurs du textile sont les pires : ils reçoivent le salaire minimum de 10 dollars par mois ; le patronat ne fait pas de contrats de travail, de livret de travail, de carte d'identité, de donne pas de gratifications, de pension, de fonds de prévision, n'assure pas d'aide médicale, d'aide au transport ou au logement. Il n'existe pas de droits syndicaux, de lois ouvrières, de conventions de travail internationales, de droits humains, de droits de la femme...

Les travailleurs du textile doivent travailler 100 heures par semaine, alors que le maximum autorisé est de 60 heures (48 heures légales plus les heures supplémentaires). Ils doivent travailler de 8 h du matin à 10-11 h du soir, 7 jours sur 7, mois après mois, sans un seul jour de repos. La

majeure partie des travailleurs vient des zones rurales. Ils ne prennent pas part aux activités syndicales ou sociales, et ils sont isolés de leur famille. Les conditions des travailleuses sont terrifiantes, tiraillées entre leurs responsabilités familiales et professionnelles. Sous le poids de la tradition et de la culture, elles connaissent une condition amère, tant dans le domaine familial que dans celui de la société. Cela va jusqu'à la perte de leur bonheur conjugal et de leur vie.

Dans ces conditions, la Fédération a décidé cette campagne de mobilisation. La Fédération a aussi prévenu que si les entrepreneurs n'accordaient pas comme jour de congé le vendredi, avant le 31 septembre 1995, les travailleurs du textile commenceraient à jouer du repos du vendredi à partir de la première semaine d'octobre. La Fédération a planifié du 28 juillet au 6 octobre diverses manifestations.

Pour la mise en œuvre de ces manifestations licites et humanitaires, la Fédération a sollicité (et sollicite encore) la solidarité et l'aide des organisations de travailleurs, des organisations de femmes et des organisations des droits de l'Homme. Pour toute solidarité, aide ou renseignement, écrire à : **Amirul Haque Amin, secrétaire général de la Fédération des travailleurs du textile, GPO Box 864, Dhaka (Bangladesh).**

Extrait de *CNT* (Espagne), n° 188, 1^{ère} quinzaine d'octobre 1995

Associations

PARIS : RASSEMBLEMENT CONTRE LA DOUBLE PEINE

Le collectif de soutien pour le retour (en France) d'Abderahmane Deraridj et pour l'abolition de la double peine organise un rassemblement tous les soirs, à 18 h, sur la **place de la République**, avec le soutien de la LDH, de la CIMADE, du MRAP, du CAIF, de la FASTI et du GISTI et de plusieurs personnalités : Benjamin Stora (historien), Théodore Monod (scientifique), Aline Archimbaud (ex-député au Parlement européen), Abraham Serfaty (écrivain), Jean-Michel Carré (cinéaste), Wahid Allouche (sociologue)...

Comité de Gennevilliers contre la double peine, cité du Luth, 41, boulevard Beaumarchais, 92230 Gennevilliers. Tél. : 47.94.81.51.

LYON : LE « CARNAVAL DU BLASPHEME »

A l'initiative du Collectif libertaire contre la soumission, un « Carnaval du Blasphème » se déroulera le vendredi 8 décembre, dès 18 h 30, sur la **place Saint-Paul**.

Collectif libertaire contre la soumission, librairie La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon.

LILLE : « TIERRA Y LIBERTAD - L'ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE DE 1936 »

• Vendredi 8 décembre, à 20 h, au cinéma **Le Méliès, rue Trudaine (métro Triolo)**, à Villeneuve-d'Ascq : projection de *Land and Freedom*, suivie d'un débat animé par Frank Mintz, auteur de *L'Autogestion dans l'Espagne révolutionnaire* (éditions Maspéro), José Farran, militant anarcho-syndicaliste, réfugié à Lille en 1939, des

militants de la CNT et des membres du Cercle culturel libertaire Benoît-Broutchoux.

Entrée : 28 et 32 F.
• Samedi 9 décembre, à 14 h 30, conférence-débat (avec les intervenants précédemment cités) au **CCL B.-Broutchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M° Fives ou Marbrerie), 59800 Lille. Entrée libre.**

PARIS : MANIFS LAÏQUES

A l'occasion du 90^e anniversaire de la loi de séparation des églises et de l'Etat, une série de manifestations est prévue :

— samedi 9 décembre, 15 h 30 : manifestation organisée par le Centre laïque d'information et de liaison, avec le soutien de la Libre Pensée. Rendez-vous au **métro Sèvres-Babylone**. Renseignements au : 46.34.21.50 ;

— dimanche 10 décembre, 15 h : conférence organisée par le groupe André-Lorutot de la Libre Pensée, avec Henri Caillaud, à la **salle FO, 198, avenue du Maine, 75014 Paris**. Renseignements au : 46.34.21.50. Entrée libre ;

— samedi 16 décembre, 9 h 30 - 17 h : colloque organisé par le Carrefour laïque, à la **Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, 17, avenue de la Sorbonne, 75005 Paris**. Pour toute invitation : 43.57.16.16.

FREYMING-MERLEBACH/SAINT-AVOLD : JOURNÉES INFO. SIDA Bernard Nihotte (groupe FA Ne plus subir de Moselle/Bas Rhin) a pris l'initiative d'organiser des « Journées d'information sur le SIDA », avec le concours d'Act-up et d'AIDES. Au programme :

— vendredi 8 décembre, de 20 h à 23 h : conférence-débat à la **Maison**

des associations de Freyming-Merlebach ;

— samedi 9 décembre, de 10 h à 22 h : journée info. SIDA à la **Maison des associations de Saint-Avold** (vidéos, tables de presse et forum à partir de 14 h) ;

— dimanche 10 décembre, de 10 h à 18 h : rencontre avec les jeunes pour leur parler de prévention (avec vidéos et revue de presse), à la **Maison des associations de Freyming-Merlebach**.

FARÉBERSVILLER (57) : SOIRÉE DE SOUTIEN AUX AMÉRINDIENS

Dans le cadre d'une tournée organisée par la revue *Nitassinan*, Bobby Castillo, militant de l'American Indian Movement, animera une conférence au **centre Rabelais, dans la grande salle, à Farébersviller**, le vendredi 15 décembre, à 20 h 30. D'autres conférences, les 16 et 18 décembre, auront lieu à Freyming-Merlebach, Saint-Avold et Sarreguemines (cf. ML n° 1021).

FREYMING-MERLEBACH/SAINT-AVOLD : RENCONTRES SUR « LES DROITS DE L'HOMME »

Notre compagnon Bernard Nihotte organise, les 16 et 17 décembre, des rencontres sur le thème : « Les droits de l'Homme », avec le concours d'Amnesty International, de la LDH, du MRAP, du syndicat CNT de Moselle...

Expositions, de tables de presse, de tables rondes et de projections seront au programme.

• Samedi 16 décembre, 10 h - 23 h : **Maison des associations de Saint-Avold ;**

• Dimanche 17 décembre, 10 h - 18 h : **Maison des associations de Freyming-Merlebach.**

LA PETITE SEMAINE

Le droit et la liberté

Les jeunes enfants, vite tenus de se rendre à l'école, d'entrer dans le moule, ont au moins le mérite de n'en pas faire l'apologie et de ne pas revendiquer le « droit » de s'emmerder sur les bancs de la classe.

Il n'en va pas de même pour l'esclavage salarial. C'est ainsi que la notion de « droit » au travail, cette dégradante obligation sociale, se porte bien et même, en ces temps de chômage extrême, mieux que jamais.

Présentées comme un « droit », de multiples activités irrationnelles et inutiles, abrutissantes et nuisibles, ne devraient-elles pas plutôt être traitées pour ce qu'elles sont et promises à une abolition définitive des plus urgentes ?

On nous dira qu'il faut manger, qu'il faut bien vivre. Certes... mais devoir sa pitance à des occupations imbéciles, sous le permanent chantage de l'emploi et du salaire, est-ce vivre ?

La Fontaine a dit mieux que personne l'indignité du chien tenu en laisse, recevant chaque jour sa part de victuailles et de caresses, pendant que prospèrent les richesses du maître. Face à l'animal domestique repu et rampant, anesthésié par les chimères du « droit » et prosterné devant le dieu Travail, se dresse le loup anarchiste qui lui oppose l'utile et l'agréable, la liberté.

FLORÉAL

Rectificatif

Alexandre, Ernest et Armand

Le nom de guerre d'Alexandre Hébert au sein du bureau politique du Parti communiste internationaliste, énième avant-garde trotskiste dirigée par Pierre Lambert (autre nom de guerre), n'est pas Ernest, comme nous le disions ici même la semaine passée, mais Armand, comme le célèbre anarchiste individualiste. Si le pseudonyme a changé, le compagnon de table de Chirac reste néanmoins le même, continuant à se proclamer « anarcho-syndicaliste », ce qui prouve que son sens de la dérision est aussi solide que son coup de fourchette...

Aperçus d'outre-Rhin

LA SITUATION GÉNÉRALE EN ALLEMAGNE

La situation économique du pays paraît contradictoire. Selon certains, c'est depuis 1992 que la crise est la plus grave. Ces deux dernières années, le chômage a augmenté en passant de 1 million à 3,8 millions de chômeurs (de 9,4 à 16% dans l'est du pays). Ce sont les chiffres officiels. Car de nombreux chômeurs ne se retrouvent pas dans les statistiques, puisqu'ils « travaillent » en ABM (programme général pour l'obtention d'un emploi) ou vivent sous le régime de la retraite anticipée... C'est ainsi qu'à l'est un emploi sur cinq et à l'ouest un emploi sur dix ne sont pas des postes fixes.

Ces dernières années, le coût de la vie a augmenté de 4% par an, pendant que le salaire baissait. Les loyers ont augmenté aussi de 4,6%. En Allemagne de l'est, ce chiffre a atteint 535%, depuis 1990. La pénurie de logements est estimée à 2,5 millions. Dans ce pays, l'un des plus riches du monde, ce sont 5 millions de personnes qui sont à la recherche d'un toit. En 1993, ce sont 6,6 millions de personnes qui bénéficiaient du système d'aide sociale (10% de la population), aide que le gouvernement réduit chaque année un peu plus.

A l'opposé, il y a ceux qui ne souffrent pas de la crise, qui en font même leur commerce. Au cours de l'année « catastrophe » 1993, il n'y a que 2 entreprises industrielles parmi les 10 plus importantes qui enregistraient un déficit. Les 8 autres générèrent des bénéfices. Ce qui ne les empêcha pas de licencier (exemple, la Deutsche Bank qui se débarrassa de 10 000 personnes).

Depuis mai 1994, les entreprises parlent d'un essor économique. L'industrie métallurgique, automobile, électrique, la construction de machines... toutes pronostiquent une augmentation substantielle des bénéfices. Et malgré cela, les capitalistes expliquent unanimement qu'il faudra compter avec une montée du chômage, des pertes de salaires et des réductions dans le système social. « *L'essor économique arrive trop tôt* », déclare le patron de Siemens avec cynisme. Il est clair que la croissance économique n'a lieu que pour les capitalistes, alors que la crise n'existe que pour la classe ouvrière. La fable selon laquelle patrons et ouvriers sont tous sur le même bateau apparaît plus que jamais comme un mensonge.

LA POLITIQUE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

La politique sociale et économique du gouvernement allemand tend seulement vers le renforcement des bénéfices des capitalistes. Elle enrichit les riches et appauvrit les pauvres. Cette politique peut se caractériser ainsi : destruction du

système de protection et création d'un système capitaliste sauvage à la Thatcher ou Reagan. Concernant le domaine de la destruction du fameux système social allemand, il y a unanimité depuis la CDU (chrétiens-démocrates) jusqu'au SPD (sociaux-démocrates) et aux Verts. Les disputes entre ces partis portent seulement sur la forme.

De la longue série de mesures anti-ouvrières prises par le gouvernement conservateur nous mentionnerons celles-ci :

- a) montée permanente des impôts ;
- b) augmentation de la participation des coûts de santé ;
- c) abolition d'un jour chômé ;
- d) flexibilité du travail ;
- e) coupes dramatiques dans les pensions de chômage, les aides sociales, les subventions pour les associations du domaine social... ;
- f) reconnaissance du travail forcé pour ceux qui reçoivent une aide sociale ;
- g) abolition des primes d'intempéries.

LA PRIVATISATION DE L'ÉCONOMIE DE L'EX-RDA

En 1990, est fondée la *Treuhandanstalt* (Institution Société Fiduciaire, THA) pour privatiser les entreprises nationalisées de l'Allemagne de l'Est. La THA fut propriétaire de plus de 8 000 entreprises et devint ainsi le *holding* le plus grand du monde. Le gouvernement fédéral et la THA voulaient privatiser ces entreprises le plus vite possible et eurent pour principe que les bilans des entreprises et les contrats d'achats-ventes ne soient pas destinés à la publicité. 80 % des contrats sont secrets, y compris pour la commission investigatrice qui devait contrôler le travail de la THA. Pour les acheteurs, il n'y avait ni examen des conditions de paiement, ni garanties contractuelles sur leurs promesses de conserver ou non les postes de travail. Dans de nombreux cas, l'acheteur n'avait pas le sou et payait l'entreprise pour les fonds (stocks...) qu'elle représentait.

De grandes entreprises compétitives furent liquidées, directement par la THA ou par une firme de l'ouest, qui achetait toutes les entreprises d'une même branche, afin de les fermer. Ceci se passa par exemple avec l'industrie sucrière ou de potasse (un des faits les plus scandaleux vu l'importance de cette industrie dans la région) au bénéfice de la multinationale BASF.

Les capitalistes payèrent donc bien en dessous de la valeur réelle, jusqu'à un mark symbolique. En plus, la THA adopta des placements sur la valeur du prix d'achat et entérina des pertes possibles sur les prochaines années comme dans le cas de l'entreprise de potasse de Bischofferode.

Il est impossible de décrire toutes les fraudes, corruptions, escroqueries et négligences commises par la THA. En plus, une telle description dissi-

perait le véritable scandale. La perte de la THA par les manipulations criminelles se calcule par millions. En partie due à des paiements de « la main à la main ». Le véritable scandale fut ce négoce quotidien de la THA et les conditions politiques qui l'entourèrent.

Jamais dans l'histoire de la RFA, les capitalistes ne purent s'enrichir d'une manière aussi infâme. Les salaires des managers de la THA sont les meilleurs. Ceux des 10 premiers liquidateurs atteignirent des millions. Les 46 directeurs touchèrent un salaire mensuel de 31 600 marks, les 135 chefs de section 20 170 marks. A la fin de l'année 94, la THA avait détruit la majeure partie de l'industrie de l'Allemagne orientale, ainsi que 90 % des postes de travail de l'industrie ; elle avait généré des dizaines de spéculateurs, ex-fonctionnaires communistes, des millionnaires, et avait fait cadeau de centaines de millions à la classe capitaliste.

Dans un pays néo-colonial, comme le Pérou ou dans des pays industriels les plus importants, comme l'Allemagne, la politique (économie néo-libérale) aide uniquement les intérêts des capitalistes.

LE RÔLE DES SYNDICATS SOCIAUX-DEMOCRATES

Les accords collectifs de ces dernières années rappelèrent de nouveau le rôle des syndicats de la DGB. Au vu de la triste situation économique de la classe ouvrière et des bénéfices fantastiques des capitalistes, on pouvait espérer une lutte ferme de la part des « syndicalistes ». Mais les syndicats sociaux-démocrates ne sont ni capables, ni disposés à lutter pour les intérêts de leurs affiliés.

C'est en 1992 qu'eut lieu la première grève, depuis 18 ans, dans le secteur public. L'attitude des travailleurs de ce secteur fut très combative. La grève éclata et s'étendit. Au moment où le succès était éclatant, au point de paralyser tous les services publics, le leader du syndicat OTV-DGB proclama la fin de la grève, en acceptant la proposition patronale. Bien qu'une majorité des affiliés (56 %) rejeta l'accord (du jamais vu dans l'histoire syndicale), les leaders signèrent les accords. L'opinion des travailleurs leur importait peu. Peu nombreux ont été ces cas où l'on apprenait avec autant de clarté ce que les syndicats réformistes pensent de la démocratie : rien ; et où se situe leur propre rôle au sein du système capitaliste : immobiliser le mouvement ouvrier et renforcer le système d'exploitation. Il se peut que ce cas soit unique par son impertinence, mais généralement, tous les syndicats réformistes du DGB font ainsi.

Les négociations collectives de l'année 94 dans l'industrie métallurgique fut un autre exemple éloquent.

Elle devait être une des grèves les plus importantes de l'histoire de la RFA, selon les paroles de Zwickel, chef du syndicat IGM, mais cela fut en réalité un des plus grands coups de bluff de l'histoire des syndicats sociaux-démocrates allemands. L'envie de lutter était très forte chez les travailleurs : 95% d'entre eux avaient voté pour la grève pour une augmentation de salaire de 5%, en échange de la réduction du temps supplémentaire pour les vacances et du retour aux 40 heures hebdomadaires.

Mais les leaders syndicaux ne sont pas très intéressés par le vote des travailleurs. Au moment du point culminant dans la préparation de la grève, qui devait commencer le lendemain, une commission annonça à la télévision, le retour des travailleurs à leur poste de travail et concerta l'accord collectif suivant.

Une hausse de salaire de 2% à partir du mois de juin (l'indice d'inflation est de 3,5%), la réduction de la prime de Noël, etc. Au bout du compte, la hausse du salaire passe de 2% à 0,02%. Le président du syndicat patronal expliqua ce résultat comme un succès car « *le nouvel accord ne générera pas de nouveaux coûts pour les entreprises, nous avons économisé de l'argent et en plus avons gagné en flexibilité du travail.* »

Le nouvel accord permet des accords d'entreprises qui réduisent le temps de travail de 36 à 30 heures avec réduction de salaire, quand le patron garantit les postes de travail.

Dans toutes les branches à l'ouest, les syndicats obtinrent des accords entre 1 et 2,5% sans rétroactivité. Même les travailleurs du secteur bancaire, où les patrons ont réalisé des bénéfices fantastiques, n'ont pu obtenir mieux. En réalité, ces accords collectifs signifient une baisse du salaire réel. Grâce aux syndicats du DGB.

LE MILITARISME

Sans le moindre obstacle sur sa route, la RFA continue son chemin vers une puissance militaire souveraine, et ne veut pas restreindre ses activités militaires. L'action des forces armées en Somalie, l'envoi de bateaux dans l'Adriatique, les survols d'exploration en Bosnie furent des premiers pas. Une discussion sur le nouveau rôle des forces armées allemandes, qui eut lieu durant la guerre du Golfe, reste désormais sans suite. L'exécution d'un citoyen somalien par des soldats allemands au cours de l'action militaire en Afrique ne provoqua même pas le mouvement de protestation nécessaire.

A la mi-juin, la Cour constitutionnelle fédérale déclara que les activités militaires hors de l'OTAN étaient constitutionnelles. Ainsi, il n'est pas nécessaire de changer la Constitution et le SPD social démocrate et les Verts ne se risquent pas à une discussion interne sur ce point, qui aurait pu s'étendre à une discussion

publique à travers un mouvement antimilitariste. Il faut savoir que la majorité des partis est favorable à la participation de l'armée allemande au sein de l'OTAN, de l'ONU ou de la Communauté européenne, mais il existe une grande opposition.

La *Bundeswehr* (l'armée allemande) prépare avec intensité la création de troupes spéciales. On parle de la formation de compagnies « d'action rapide », d'achat d'armes en conséquence comme des avions-citernes ou de transports, des hélicoptères de combats... mais aussi de la préparation psychologique des soldats et de l'opinion publique pour une guerre à travers une section de propagande du ministère de la Guerre.

En 1997, le poids de ce ministère va augmenter. « *Dans la situation actuelle*, dit le ministre de la Guerre, *il n'est pas encore possible d'envoyer des soldats allemands dans une guerre lointaine* », ou bien dans des conditions difficiles, mais des conflits dans des régions éloignées pourraient avoir leur importance pour l'Allemagne, puisque ce pays est pauvre en matières premières. Ainsi « *nous aurons des intérêts universels* » (c'est-à-dire impérialistes). Le sens de la marche est déterminé.

LE RACISME ET LE FASCISME EN ALLEMAGNE

Le mouvement fasciste allemand est très bien organisé. Il y a de nombreux groupes qui collaborent entre eux, mais il manque toujours un leader qui les domine tous.

Les fascistes travaillent au niveau international, il existe un réseau de relations dans le monde entier. De plus, il y a des connexions avec des politiciens « modérés », avec des entrepreneurs et des représentants de l'Etat, comme la magistrature (le premier juriste du pays, le professeur Mauz, fut conseiller d'un leader nazi), la police, les gouverneurs militaires et les services secrets. Les groupes fascistes reçoivent surtout de l'argent des entreprises moyennes. Depuis l'année 1992, il y a eu environ 25 000 agressions racistes, une centaine de personnes furent brûlées et 42 moururent. Malgré tout cela, il n'existe pas de bandes terroristes de droite pour le gouvernement, ni pour les tribunaux.

L'Etat allemand, comme tous les Etats, est raciste et nationaliste, mais n'est pas... fasciste. Le gouvernement tolère les actions des nazis jusqu'à un certain point et les justifie en fonction de ses propres intérêts. Ainsi la classe politique encouragea les événements de Rostock en 1992, pour créer un climat favorable à l'abolition du droit d'asile la même année.

D'après l'hebdomadaire espagnol *CENIT* n° 601, du 10 octobre 1995

PARIS, DU 13 AU 18 NOVEMBRE

LE PROCÈS DE LA SOLIDARITÉ

Une farce costumée

«...Nous avons les autorités espagnoles qui disent que...»

« L'Espagne présente un certain nombre de respect des libertés... »

« Les Français même s'ils sont d'origine basques doivent s'exprimer en français »



Avant d'en venir au procès, commençons par une anecdote : le 11 novembre, les 2 000 manifestants rassemblés gare Montparnasse apprirent que les 22 cars (plus de 1 000 personnes) partis la veille du Pays Basque-sud pour Paris avaient été bloqués à la frontière par les polices française et espagnole ! A dire vrai, pour ceux qui connaissent un peu la situation de guerre larvée qui sévit en Euskadi, ce type de privation de liberté tient du rituel et l'arbitraire, de règle !

Mais revenons à nos moutons... Du 13 au 18 novembre, s'est donc tenu le procès de « la filière bretonne d'ETA », avec, à ma gauche, Irène Stoller, substitut, nouvelle chef de la section antiterroriste du parquet de Paris, toute entière vouée à la défense de la République et de l'histoire officielle (celle qu'écrivent policiers et renseignements généraux des deux côtés des Pyrénées) ; à ma droite, plus de 80 inculpés, pour l'essentiel Bretons ou Basques. Pardonnez cette présentation quelque peu théâtrale, mais parfois (souvent ?), dans ce type de procès politique, tout le monde sait que l'essentiel s'est joué auparavant, dans les couloirs des ministères : l'indépendance de la justice est un leurre chargé de rassurer le gogo !

Bref, lors de ce mémorable procès, notre brave Stoller s'est chargée de convaincre son monde qu'il avait affaire à : d'un côté, des membres actifs d'ETA ; de l'autre, des soutiens logistiques, chargés de les planquer... le tout devant former une « association de malfaiteurs », histoire de bien justifier les quelques rafles effectuées par son ineffable collègue Laurence Le Vert, depuis 4 ans. Pour mener à bien cela, il convient de procéder en deux temps : produire tout d'abord la liste de tous les membres d'ETA et les *curriculum vitae* des inculpés (participation à des attentats, faux papiers, possessions d'armes et explosifs), fournis aimablement (et sans arrière-pensée) par la police espagnole ; écarter vite fait bien fait tout ce qui

pourrait gêner un réquisitoire si politiquement judicieux... En clair, la police espagnole, qui torture, liquide physiquement chaque année avec une ardeur toute franquiste les militants basques — police qui a financé, avec l'aide de l'Etat espagnol, les commandos de la mort qui ont semé la terreur des deux côtés des Pyrénées ; police chaque année épinglée par Amnesty International — eh bien, cette police a trouvé en Stoller une oreille attentive et aux ordres, une Stoller capable d'oublier que le GAL (Groupe antiterroriste de libération) a tout simplement existé, alors que certains de ses membres furent condamnés... par ses pairs !

Mais Irène Stoller, de ce type d'arguments, elle n'en veut pas : ces Basques sont des terroristes (c'est l'Etat espagnol qui le dit ! Peut-on croire que cet estimable partenaire commercial puisse mentir ?) ; Ces Bretons sont des complices, voire des nigauds s'étant fait abuser ! La justice bourgeoise est comme ça ; elle a besoin de méchants à condamner et de « braves gens » un peu inconscients à réprimander !

Une farce ? Oui, une farce grotesque ! Et les avocats de la défense l'ont crié sans relâche durant toute la semaine, frappant là où ça fait mal : la liquidation du droit d'asile politique, l'implication de la police française dans la liberté d'action des GAL, ces mêmes GAL ayant provoqué le passage à la clandestinité de très nombreux réfugiés basques.

Une farce, oui ! dont on pourrait rire si cela n'avait eu des conséquences pour ces dizaines d'individus arrêtés, brutalisés (par les membres du RAID), inculpés et parfois incarcérés ! Une farce dont l'épilogue a été fixé au 20 décembre... Mais une farce qui sonne comme un avertissement pour tous ceux et celles qui refusent à ses plier aux ordres de l'Etat-flic.

PATSY
(gr. Milly-Witkop - Nantes)

EXCLUSION, CHÔMAGE, PRÉCARITÉ...

Pas de partage du travail sans partage égalitaire des richesses

NOUS SOMMES aujourd'hui dans une situation où les politiciens se révèlent incapables de démonter le mécanisme d'exclusion en cours, ou même de l'enrayer (mais le veulent-ils réellement ?)

En effet, le chômage est le produit d'une logique économique et politique, celle du capitalisme. Le travail, qui est la source de revenus de l'immense majorité, subit la loi de l'offre et de la demande. Le chômage (mais aussi la menace du chômage) a également des conséquences sociales sur ceux qui ont un emploi.

Des mesures

Pour diminuer le chômage, on constate qu'il existe comme un lieu commun, repris par la classe politique, à savoir le travail à temps partiel partout où cela est possible, avec diminution de salaire. En fait, créer de nouveaux emplois grâce aux économies faites sur le dos des travailleurs auxquels on demande d'accepter, contraints et forcés, de travailler moins (en nombre d'heures) et de gagner moins. Dans les faits, on sait que dans les entreprises où le partage du travail a été pratiqué, il l'a été sous prétexte de préserver des emplois, mais à aucun moment dans le but de créer de nouveaux postes. Le discours dominant évoque la création d'emplois, essentiellement sous la forme de petits boulots. Dans le même temps, on constate que, ces deux dernières années, le nombre d'heures supplémentaires a doublé (enquête INSEE 1995), que les emplois précaires représentent près de 25% des emplois salariés (10% en 1975).

Cette solution des petits boulots et des stages bidon (d'ailleurs fort lucratifs) est non seulement intolérable

mais représente un gâchis à l'encontre des individus, qui n'ont d'autres possibilités pour survivre que d'être exploités et/ou assistés par l'Etat et le patron.

La « flexibilité », quant à elle, n'a absolument pas pour vocation de permettre des embauches, mais au contraire de rationaliser la gestion de l'entreprise au profit du patronat. Ce patronat qui, profitant d'enquêtes d'opinion favorables au partage du travail avec diminution de salaire, a saisi l'occasion pour mettre en place des plans de restructuration qui représentent autant d'importantes régressions sociales. Ces plans sont d'ailleurs toujours abondamment relatés par les médias officiels, qui parlent de plébiscite, alors qu'il s'agit de chantage. Cette notion de partage ne tend, en fait, qu'à mettre en conflit, en opposition, les chômeurs et ceux qui travaillent, alors que la véritable opposition demeure celle entre exploités et exploités.

Des conséquences

La sacro-sainte loi du marché ne correspond pas, en vérité, aux besoins réels des personnes mais seulement aux besoins de ceux qui ont les moyens de consommer... Les autres sont exclus, sacrifiés pour les besoins du capital. Si nous ajoutons à cela que nombre de travaux sont loin d'être indispensables, voire même nuisibles, il paraît évident qu'une nouvelle organisation du travail, dans sa répartition et son contenu, est non seulement une question essentielle pour l'avenir de l'humanité mais un problème auquel il est maintenant urgent d'apporter une solution. La logique mondiale du capitalisme est celle du profit immédiat et du transfert de nombreuses productions en direction de pays où la main d'œuvre est la moins coûteuse. Les Européens ont tout autant le droit de travailler que les Asiatiques et ceux-ci ont parfaitement le droit de ne pas être plus exploités que les Européens qui ont encore du travail.

Partager ?

Nous ne pouvons partager le travail sans partager les richesses. Nous ne pouvons admettre que certains se

partagent la misère tandis que d'autres se partagent les bénéfices. Partager, oui, mais tout partager. Les privilèges doivent être abolis, les ressources naturelles appartenir à tous. Le travail doit avoir pour objectif de subvenir aux besoins matériels des individus et non de les aliéner. La production doit être utile (conçue pour durer et non pour maintenir le taux de production) et rationalisée dans l'intérêt de la collectivité non dans celui du patronat. Un temps de travail réduit pour tous ; un temps libre accru pour tous, une société garantissant au minimum à chacun un logement décent, les besoins vitaux de nourriture et de soins ainsi que l'accès à la formation.

Pas de liberté des individus, sans égalité sociale

Un partage du travail réel et effectif ne peut s'instaurer que dans une société libertaire ; c'est-à-dire ayant pour base l'égalité économique et sociale. L'égalité de droit constitue une garantie de liberté optimale pour chacun. Un partage réel ne peut être parcellaire : les décisions et la gestion doivent devenir l'affaire de toutes et de tous ; le terme « gestion » étant pris dans un sens global.

En effet, toute production ayant pour objectif un mieux être social, la gestion de celle-ci doit être organisée par les consommateurs ou usagers. Tout cela ne va pas tomber du ciel, un grand soir, il faut donc, dès aujourd'hui, entamer un processus menant à une abolition du salariat, ainsi que du chômage.

Ne pouvant compter sur la classe politique ni sur le patronat pour opérer un tel changement, les exploités devront compter sur eux-mêmes et gérer enfin leurs propres affaires, décider enfin de quoi sera faite leur vie quotidienne.

La Fédération anarchiste est une organisation révolutionnaire dont le projet demeure une société égalitaire fondée sur le fédéralisme et la gestion directe. Ses militants sont engagés dans diverses organisations syndicales et/ou associations, afin de parvenir, dès aujourd'hui, à des progrès sociaux allant dans le sens d'une émancipation sociale réelle. Il est possible, dès maintenant, d'entamer un processus revendicatif capable de mener à une remise en cause des vraies raisons du malaise, à savoir le capitalisme d'Etat ou privé. Nous exigeons la réduction du temps de travail dans tous les secteurs d'activité, sans diminution des revenus. Il nous semble parfaitement évident que nous n'obtiendrons satisfaction que par la lutte. Il appartient donc aux salariés d'être aujourd'hui solidaires en actes des exclus ; cette solidarité passe nécessairement par une solidarité des salariés entre eux.

GRUPE LOUISE-MICHEL (Paris)

**« Mots et Musiques »
et le théâtre Clavel
présentent
MARIE-JOSÉE VILAR
(accompagnée par Jack ADDA
à la guitare)
LUNDI 11 DÉCEMBRE - 20 h 30
au théâtre Clavel
3, rue Clavel (M° Pyrénées)
75019 PARIS
Entrée : 80 et 100 F
Réservations : 43.84.70.04**

DES LOCAUX POUR VOTRE JOURNAL ET VOTRE RADIO

Depuis le lancement de la souscription, vous avez été nombreux à y répondre. Nous disposons grâce à vous de près de 230 000 F qui, ajoutés à nos réserves, nous permettent d'acheter les nouveaux locaux de Radio Libertaire et du Monde libertaire. Vingt personnes se sont engagées à un prélèvement automatique pendant 5 ans, ce qui représentera en l'an 2000 la somme de 120 000 F environ.

La recherche d'un local RL adapté à nos exigences (prix, environnement, disposition...) est toujours en cours, le projet élaboré en juillet ayant échoué pour des raisons administratives.

Par ailleurs, il nous faudra faire des travaux pour aménager les locaux RL et ML, et nous allons devoir faire face à des dépenses importantes pour le renouvellement du matériel technique de la radio, qui en a bien besoin. Ne relâchez pas votre effort, continuez à nous adresser vos chèques, à l'ordre de DMC (montant limité à un million *), au 145, rue Amélot, 75011 Paris. Merci.

**Jacques (trésorier), Elisabeth (de l'association DMC)
Jacques (technicien radio)
Michel et Rémi (programmeurs RL)
Jean et Jean-Jacques (administration ML)**

(*) de dollars, bien sûr !

ESSAI

« L'Événement Espagne 36 - 39 »

Claude Faggianelli
Académie européenne du livre



Les paysans collectivisent la terre.
Photo extraite de : CNT-FAI 1936 The spanish revolution, éditions The Ex, Amsterdam, 1986.

La révolution espagnole demeurera un phénomène majeur de l'histoire. C'est certainement parmi les révolutions passées la plus constructive et la plus émancipatrice. A ce titre, il est important qu'elle reste un sujet d'étude. Claude Faggianelli a entrepris la rédaction d'un essai publié par l'Académie européenne du livre (70 F), qui aurait aussi bien pu trouver sa place dans la collection *Volonté anarchiste*. C'est dire que l'ouvrage nous a plu.

C'est écrit simplement. Et en s'appuyant sur des citations littéraires bien choisies, les enjeux de la guerre d'Espagne sont bien définis. La neutralité du Front populaire français qui, au mieux, appliquera une non-intervention « relâchée », fermer les yeux sur les passages d'hommes et d'armes, et dont l'attitude passive sera influencée par la (fausse) neutralité de l'Angleterre, qui dans le souci de préserver ses intérêts financiers est prête, en fait, à aider les ennemis de la révolution.

Révolution qui ne convient pas du tout aux staliniens, qui attaquent les forces révolutionnaires, comme à Barcelone pendant les journées de mai 1937. C'est aussi la chasse aux trotskystes et apparentés.

Il aurait été souhaitable que l'auteur s'attache à mieux éclairer qu'il ne l'a fait les actes constructifs de la socialisation dans les villes et de la collectivisation des terres, on ne comprendra que mieux l'assassinat volontaire ou tacite de la révolution espagnole. Nous nous permettons de lui proposer de le faire dans le cadre d'une future réédition.

Par ailleurs, nous sommes en désaccord avec le reproche de l'auteur à tous ceux qui, selon lui, livreront Madrid sans combattre (pages 61 et 62). Madrid demeure alors le seul point de résistance, l'ensemble de l'Espagne est aux mains des franquistes, les camps de concentration français ont déjà reçu les exilés de la Catalogne perdue, l'Angleterre et la France ont déjà reconnu Franco le 25 février 1939... il fallait humainement sauver le maximum de vies par la reddition. Et comment dire après coup : « En somme, ils furent en ce qui concerne la répression finale plus coupables que Franco » ?

Ce n'est pas parce qu'ils n'ont pas obtenu de garanties des franquistes quant à leur reddition qu'ils devaient tous mourir et de citer Sénèque : « ...car il est plus honorable de tomber dans la servitude que d'y courir. » Et leur mort aurait-elle pu empêcher les vengeances et la répression franquiste, qui fusillera sans relâche pendant des années ?

Ce point de vue ne retire rien à la valeur de ce travail qui donne au mouvement anarchiste une bonne place dans *L'Événement Espagne 36-39*, c'est-à-dire la place qui lui revient.

FRED ANTONI

UN PÉRIODIQUE ARIÉGEOIS PAS COMME LES AUTRES

« Le Mille Feuilles »

L'Ariège est assurément un coin à part dans cet Hexagone qui va à vau-l'eau.

Des silhouettes montagnueuses, inquiétantes et mystérieuses qui zèbrent l'horizon, des collines dont la douceur ne fait qu'atténuer une fierté qu'on devine ombrageuse, des conditions de vie dures mais pétries d'authentique, d'innombrables hameaux faméliques et quelques gros bourgs ventripotents, rien de bien original en tant que tel hormis... une atmosphère.

Terre courage, comme ils disent, terre d'asile depuis toujours, l'Ariège est en fait un étonnant melting-pot. De ploucs ordinaires, de vieux d'la vieille d'un socialisme et d'un communisme pathétiques, de réfugiés espagnols magnifiques, de babas cools de cartes postales, de néo-ruraux rugueux à souhait, d'étranges étrangers qu'on imagine venus d'ailleurs mais dont c'est flagrant qu'ils ont toujours été d'ici, de gens de tous les jours et de tous les endroits...

Tu vas au marché à Saint-Girons et t'as tout d'suite pigé...

T'as tout d'suite pigé qu'il se passe quelque chose de pas ordinaire. D'envoûtant. De tonitruant.

Ici (à Saint-Girons), c'est un troquet carrefour de toutes les aventures (*La Note bleue*), une association écolo-gauche-bricolo (le Mille-Pattes), qui fédère sur un mode spontanéiste le ban et l'arrière-ban de tout ce qui bouge en terre d'Ariège, des foulititudes d'asso-ciations de ceci et de cela shootées à la p'tite sister alternative, de non moins foulititudes de réseaux d'amitié, d'entraide et de solidarité. Ailleurs, c'est Gérard et son orgue de Barbarie magique, des communautés dégommees ou dégommandes, une réunion-tuperwear impensable d'écoute, d'amitié et d'espoir à 11 h du soir à La Barthe sur Bonaventure, avec 30 clampins et clampines, venus des quatre azimuts de la volonté de vivre, l'incroyable des réseaux du grain de sel qui s'efforce d'organiser le troc, l'échange et l'entraide en dehors des lois du marché et de la marchandise... et là, c'est un « petit » journal de rien, *le Mille Feuilles* (1), qui te laisse sur le cul !

Soixante-dix pages, demi 21X29,7, plus ou moins mensuel, des infos sur l'Ariège, sur ce qui s'y passe d'intéressant, des infos (des petites et grandes) sur ce qui se passe dans le monde, des dessins,

des photos, des poèmes, des trucs bizarres mais toujours habillés des habits de lumière de l'insurrection, du fond, de la forme qui décoiffe, qui titille, qui émoustille, la patte rageuse du père Giraud... une véritable mine d'idées, de révoltes et de rêves !

Une mine à ciel ouvert, à cœur ouvert, à vie ouverte...

Une mine qui aujourd'hui n'a pas de prix si ce n'est celui de la liberté que tu ne manqueras pas de lui offrir encore un peu plus en te faisant le bonheur de sa lecture.

Dix balles, *Mille Feuilles*, cent mille roses d'irrévérence et d'espérance... c'est peu dire que la vie vaut d'être vécue.

JEAN-MARC RAYNAUD

(1) Dix francs (+ 8 F de port), chèque à l'ordre du *Mille Feuilles*, à adresser au *Mille Feuilles*, 14, rue du Pujol, 09200 Saint-Girons.

EXPOSITION AB IRATO
du 4 au 16 décembre
STÉPHANE GOARNISSON
BARTHÉLÉMY SCHWARTZ
CESARIO RACHADOR
REINALDO
librairie du Monde Libertaire
145, rue Amelot (M° Oberkampf)
75011 Paris

RÉFLEXION

Le sport dans la modernité

La modernité accorde une large place au sport qui est (ou devrait être) surtout un loisir, donc une source de plaisir pour ceux qui s'y adonnent ou s'y intéressent. Pratiqué avec mesure, il est aussi facteur de maintien ou d'amélioration de la forme physique en même temps que d'équilibre mental, de réalisation de soi, de l'affirmation de la personnalité. Et il est regrettable que de stimulant qu'il eut été souhaitable qu'il demeurât il soit devenu sauvagement compétitif ; commercialisé à outrance, transformé en un fleuve pollué, empoisonné par les milliards qu'il charrie au nom de la déesse compétition.

Cela au profit d'une smala de managers de tout acabit, d'entraîneurs, de joueurs professionnels surpayés dont font les frais les familiers des stades avec les droits d'entrée qu'ils versent pour accéder à ceux-ci. Or la grande masse de ces « cotisants » appartient aux couches sociales à faibles revenus. Et nombre de passionnés désargentés de ce sport dénaturé, n'en seraient-ils spectateurs ou auditeurs que par le relais de la radio ou de la télé, lui accordent une telle priorité dans leurs préoccupations qu'il devient pour eux un soporifique les aidant à supporter sans murmurer (sinon à oublier) leur détresse économique,

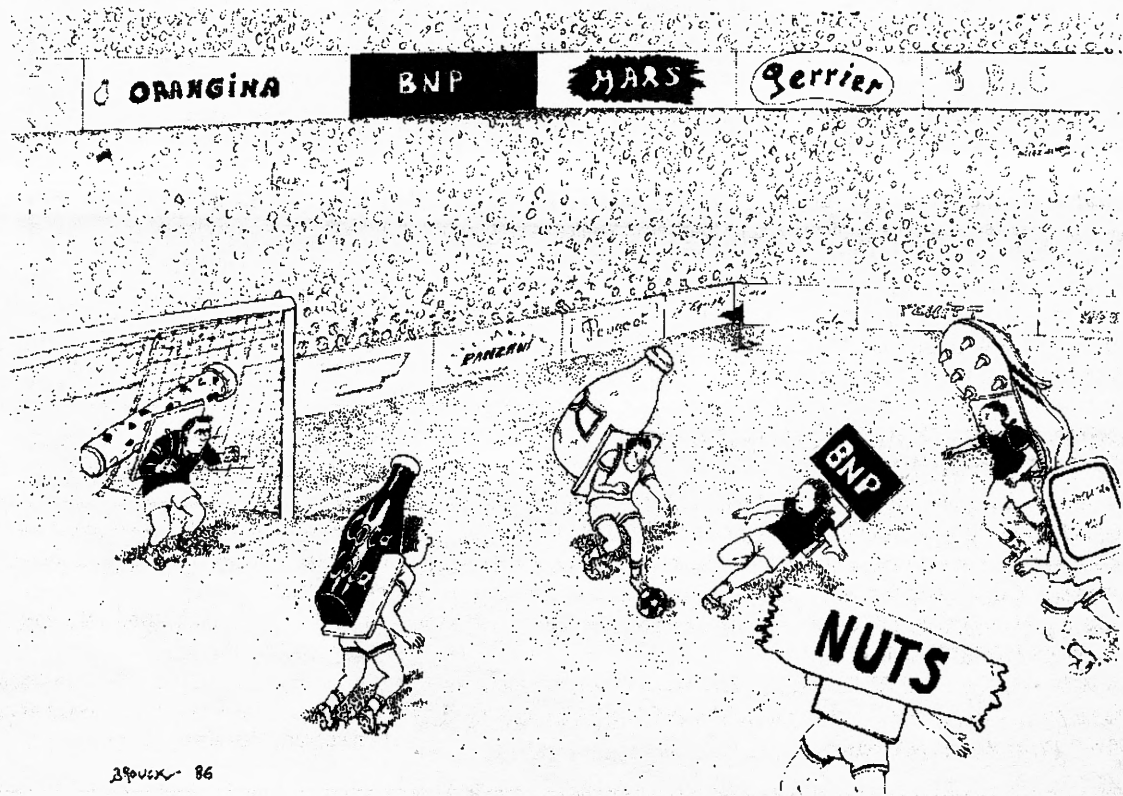
au détriment d'un esprit de révolte contre un ordre établi qui est la cause de leurs conditions miséreuses. En l'occurrence, il n'est pas exagéré de parler de « sportisme abrutisseur ». Et les violences, pour soutenir leurs équipes, auxquelles se

laissent aller des supporters fanatisés n'en sont qu'une lamentable illustration.

En ce domaine au moins, ironie de l'histoire, la modernité n'a rien inventé et n'est qu'un malodorant relent d'une antiquité pas très

tendre avec ses « prolétaires ». Elle fait penser à cette réflexion devenue très populaire d'un empereur romain fort méprisant pour la multitude : « Que demande le peuple ? Du pain et des jeux. »

HENRI BOUYÉ



PARIS, 25 NOVEMBRE : MANIF POUR LES DROITS DES FEMMES

Veste intégriste... succès féministe



Photo : Rose Paradis.

40 000 personnes dans la rue, à Paris, pour les droits des femmes, cela ne s'était jamais vu en France. En cela le 25 novembre 1995, par ailleurs fête des catherinettes attendant le prince charmant, fut un événement, d'autant que dans la contestation sociale actuelle, défendre les droits des femmes aurait pu passer au second plan. Eh bien non, massivement femmes et hommes, au coude-à-coude, ont répondu à l'appel de la Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC) et à celui de 148 organisa-

tions, dont la Fédération anarchiste : c'est donc le signe que cette mobilisation s'inscrivait pleinement dans le mouvement social et répondait à l'attente d'une grande partie des femmes de se mobiliser elles-mêmes pour leurs droits.

Non seulement les jeunes sont venus, faisant là le lien avec leurs autres revendications, vouloir une place dans la société, c'est-à-dire un travail, et une vraie place, garçon ou fille, luttant particulièrement contre l'exclusion, le racisme et le fascisme qui tendent à définir la société d'aujourd'hui et de demain. Non seulement les hommes sont descendus fortement présents sur les questions d'opposition à l'ordre moral, politique et capitaliste. Mais des femmes ont rejoint pour la première fois les féministes, qui luttent depuis vingt ou trente ans pour faire reconnaître leurs droits dans tous les domaines : droit à disposer de leur corps, droit à l'autonomie financière, droit à l'égalité politique, économique, morale et sociale.

Les générations se mêlaient : jeunes, parents, grands-parents, alors qu'on craignait que seules les femmes qui avaient lutté dans les années soixante-dix soient au rendez-vous. La relève arrive-t-elle ? C'est à souhaiter. Être née avec la contraception et le droit à l'avortement n'en garantit nullement l'accès. En matière de droit à disposer de son corps, tout peut être remis en question. Le SIDA n'est-il pas là pour le prouver ? Accéder à la sexualité, aujourd'hui, c'est s'en prendre plein la

gueule sur les risques liés au plaisir : chasteté, fidélité et hétérosexualité sont les seules réponses, assénées, aux maladies sexuellement transmissibles (MST) et aux grossesses non désirées. Pour ce qui concerne les droits des femmes, il en est de même : liberté de se promener ou volonté de se libérer de l'emprise économique des maris ou compagnons en accédant au travail à l'extérieur de la cellule familiale, les menaces sont présentes.

La mobilisation ne fut guère annoncée par les médias. Boycott qui se fragilisa autour de l'émission *Envoyé spécial* du 16 novembre quand des pressions extrêmement fortes s'exercèrent pour empêcher la diffusion du reportage de Pascal Martin et Jacques Cotta, *IVG : les croisés de l'ordre moral*. En effet, le cardinal Alfonso Lopez-Trujillo, président du Conseil pontifical pour la famille, avait exhorté les évêques réunis à Lourdes, le 9 novembre, puis les 2 500 militants d'Ictus, rassemblés à Versailles, le 12 novembre, à s'opposer à cette diffusion. Des communiqués de Colette Codaccioni et d'Hervé Gaymard, cinq référés, des lettres et appels téléphoniques de personnalités catholiques, une interpellation du gouvernement par Pierre Bernard (député-maire de Montfermeil) cherchèrent tous à censurer ou interdire l'émission. Au contraire, le reportage trouva sa place à l'heure prévue, grâce à l'action énergique de nombreuses organisations et associations pour la défense de l'indépendance du service public face aux ingérences politiques et religieuses : la diffusion de ce reportage participa ainsi à la mobilisation sur le terrain antifasciste et anticlérical, par son contenu et par le battage fait autour du risque de censure.

Si la préparation du 25 ne profita pas des médias, comme ce qu'avait connu la Conférence mondiale sur les Femmes à Pékin, elle eut contre elle, en outre, l'attitude scandaleuse du préfet de police de Paris, qui autorisa les opposants à l'avortement (150 fascistes, au total) à manifester le même jour, à la même heure, sur le même lieu : une réelle provocation de la part des pouvoirs publics contre les femmes.

POUR LA LIBÉRATION DE VÉRONIQUE AKOBÉ
SANS EXPULSION DU TERRITOIRE FRANÇAIS

Sarah s'appelle aussi Véronique

Sarah Balabagan est libre et va pouvoir retourner chez elle, après quinze mois de prison et cent coups de fouet. C'est une victoire au goût amer pour tous et toutes qui se sont battu-e-s pour que justice soit rendue.

Du fond de sa prison, une femme doit éprouver des sentiments autrement amers : Véronique Akobé, immigrée, violée à plusieurs reprises par son employeur et son fils, ayant tué le fils et tenté de tuer le père en 1987, condamnée à 20 ans de prison le 1er février 1990. Aucune personnalité n'a élevé la voix. Pourtant la presse (*le Monde*, *Libération*, *Nice Matin*) a couvert l'événement. Un comité de soutien a pourtant tenté vainement une mobilisation.

Est-ce parce que les faits se passaient au pays dit « des droits de l'homme » ?

En effet, à Cannes, en juillet 1987, Véronique Akobé, Ivoirienne de 23 ans, avait été violée à trois reprises par son employeur, Georges Scharr, 63 ans, riche industriel, et son fils, Thierry, 22 ans. Le 4 août 1987, elle a tué le fils et blessé le père « pour laver son honneur ».

Un rapport médical a indiqué que l'examen clinique permettait de voir des lésions, séquelles d'un viol anal.

La partie civile, quant à elle, avait récusé la thèse du viol et évoqué le mobile du vol, écarté par l'avocat général lui-même.

Véronique Akobé n'a pas été défendue. Son avocat, Maître Peyrat, actuel maire de Nice et représentant à l'époque du Front national de cette ville, n'a pas retenu l'hypothèse du viol ; il a simplement posé la question de son éventualité.

C'est au nom d'un imaginaire « complexe de persécution nourri par la condition d'émigrée clandestine » que Véronique Akobé, sur des préjugés de sexe, de couleur, de classe, a été condamnée à 20 ans de prison par les jurés cannois.

Véronique Akobé, emprisonnée depuis 8 ans maintenant, a reconnu la gravité de son crime et présenté ses excuses à M^{me} Scharr. Elle est libérable en 2001. Un pourvoi en cassation a été rejeté le 24 janvier 1991.

N'oubliez pas Véronique Akobé !

De nombreuses personnes et organisations, en France et dans le monde, se sont mobilisées pour obtenir la libération de Sarah Balabagan.

Ne laissez pas perpétuer les mêmes injustices en France.

Exigeons qu'au nom des conditions iniques dans lesquelles s'est déroulé le procès de Véronique Akobé et de la sévérité de la peine infligée, Véronique Akobé soit libérée immédiatement et ne soit pas expulsée.

Il ne peut y avoir d'exigence de justice à géographie variable.

Ecrivez à **Véronique Akobé : n° d'écrou 3905, centre de détention, 18 bis, rue de Chatillon, 35031 Rennes cedex.**

Signez la pétition disponible à :

— **Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 48.05.34.08. Fax : 49.29.98.59 ;**
— **Comité de soutien à Véronique Akobé c/o AVFT, 71, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Tél./fax : 45.83.43.93.**

Véronique Akobé a besoin de notre aide financière. Cette campagne nécessite des fonds. Les donateurs et donatrices seront informé-e-s de l'affectation des fonds (chèque à l'ordre de l'AVFT, avec la mention : « Soutien à Véronique Akobé » au dos).

D'après information du
COMITÉ de SOUTIEN à VÉRONIQUE AKOBÉ

SÉLECTION RADIO LIBERTAIRE (89.4 FM)

• **Jeudi 7 décembre, 20 h - 22 h,**
« Microclimat » : le nucléaire
(comme chaque premier jeudi
du mois).

• **Dimanche 10 décembre, 14 h -
15 h 30, « Le Téléphone arabe » :**
la situation dans le Maghreb
(Tunisie, Algérie, Maroc), avec
trois militants des droits de
l'Homme.

• **Mercredi 13 décembre, 16 h 30 -
18 h, « Jazz en liberté » :** Horace
Tapscott quartet en public
(1989), Alain Mion quartet (1992)
et Mal Waldron quartet (1987).

SOMMAIRE

Page 1 : L'anarcho-syndicalisme : un outil actuel pour des luttes sociales (suite p. 3), Etudiants, Bayrou pourrait vous dire merci (suite p. 2).
Page 2 : Etudiants, Bayrou pourrait vous dire merci (suite de la « une »), Rendez-vous, Parutions, Brève de Nice.
Page 3 : L'anarcho-syndicalisme : un outil actuel pour des luttes sociales (suite de la « une »), Pour en finir avec les interdits religieux, Communiqués CNT.
Page 4 : Algérie : ils ont voté, et puis après..., Nouvelle campagne

de mobilisation des travailleurs du textile au Bangladesh, A la petite semaine : Le droit et la liberté, Associations.
Page 5 : Aperçus d'outre-Rhin.
Page 6 : Un farce costumée, Pas de partage du travail sans partage égalitaire des richesses, Des locaux pour votre journal et votre radio.
Page 7 : L'Événement Espagne 36-39 de Claude Faggianelli, Le Mille Feuilles (un périodique Ariègeois), Le sport dans la modernité.
Page 8 : Succès féministe... veste intégriste, Sarah s'appelle aussi Véronique, Sélection RL.

Tournée OÏ POLOÏ (groupe celtique anarcho-folk d'Ecosse)

8 décembre à Dunkerque
9 décembre à Dijon

10 décembre, 17 h, à
Paris au bar **Le Bienvenu**,
50, rue Léon-Frot (métro
Charonne) avec IGOR
RINGARD et KRAD-FOLK-
AKOUSTIK

12 décembre à Rennes
13 décembre à Nantes
14 décembre (ville non
encore définie)
15 décembre à Tours
16 décembre à Bordeaux
17 décembre à Saint-Jean-
de-Luz